



REÇU A LA PRÉFECTURE

- 5 FEV. 2004

Pôle Solidarité
Service Tarification
des Etablissements Sociaux

ARRETE **2004 - 00053** Colmar, le **PSOL**
du **- 3 FEV. 2004**

**portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2004 de
l'EHPAD "Le Beau Regard" de MULHOUSE**

VU les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23,

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la convention EHPAD signée le 19 février 2003 ;

VU les propositions de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Général des Services ;

REÇU A LA PRÉFECTURE

- 5 FEV. 2004

ARRETE

ARTICLE 1er :

Les Prix de Journée hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD "Le Beau Regard" de MULHOUSE sont fixés à compter du 1er janvier 2004, à :

Hébergement :

Résidents âgés de plus de 60 ans : 40,71 Euros
Résidents âgés de moins de 60 ans : 51,80 Euros

Dépendance :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2 : 14,64 Euros	GIR 1-2 : 10,70 Euros
GIR 3-4 : 9,29 Euros	GIR 3-4 : 5,35 Euros
GIR 5-6 : 3,94 Euros	GIR 5-6 : Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

204 716,81 Euros

ARTICLE 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Général des Services du Département et le Directeur de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN ACTE DÉFINITIF EXÉCUTIF

DATE Réception par le représentant de l'Etat - 5 FEV. 2004
Publication - Notification le - 9 FEV. 2004



Pour le Président du Conseil Général
et par délégation

Pour le Président, par délégation
Le Directeur Général Adjoint
chargé du Pôle Solidarité

Philippe JAMET

LE PRESIDENT

Pour le Président, par délégation
Le Directeur Général des Services

Bernard ROCH

Pour copie conforme
COLMAR, le 10 FEV. 2004
Pour le Président, par délégation
Le Directeur
Pour le Directeur
Le Chef de Service

Sophie DINTINGER